

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
22 octobre 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 15 octobre 2010, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de vous faire tenir la communication ci-jointe, datée du 11 octobre 2010, que j'ai reçue du Secrétaire général délégué de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Claudio Bisogniero, transmettant le rapport trimestriel sur les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan pendant la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



**Annexe**

**Lettre datée du 11 octobre 2010 adressée au Secrétaire  
général par le Secrétaire général délégué de l'Organisation  
du Traité de l'Atlantique Nord**

Conformément aux résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003) du Conseil de sécurité, je transmets ci-joint un rapport sur les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité pendant la période de mai à juillet 2010. Je vous saurais gré de bien vouloir en saisir le Conseil de sécurité.

(Signé) Claudio **Bisogniero**

## Pièce jointe

### **Rapport trimestriel au Conseil de sécurité sur les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité**

#### **Introduction**

1. Conforme à l'obligation qu'impose la résolution 1890 (2009) du Conseil de sécurité de rendre compte aux Nations Unies de l'exécution du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le présent rapport porte sur la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2010. Au 1<sup>er</sup> août 2010, les effectifs totaux de la FIAS étaient de 119 819 personnes, fournies par 28 pays membres de l'OTAN et par 19 autres pays, dont deux nouveaux pays pendant le trimestre considéré.

2. Pendant la période à l'examen, la FIAS a continué d'aider le Gouvernement afghan, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Pendant la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2010, elle a subi 2 168 pertes au total (205 soldats ont été tués et 1 943 blessés au combat, et 20 ont trouvé la mort dans d'autres circonstances).

3. Les efforts visant à former et à encadrer les diverses entités au sein du Gouvernement afghan se sont poursuivis. La Force a dû de ce fait assumer des responsabilités qui n'étaient pas les siennes jusqu'à présent, notamment en ce qui concerne les diverses organisations de l'armée et de la police. La récente augmentation des besoins en matière de structures d'appui et de mentorat a été accompagnée d'une augmentation parallèle des offres de plusieurs pays, mais des lacunes subsistaient. Il était indispensable que la communauté internationale examine les ressources et les effectifs qu'elle pourrait mettre à disposition afin de continuer à renforcer les capacités de l'Afghanistan en matière de sécurité, de gouvernance et de développement. Les points saillants de la période considérée sont les suivants :

a) L'OTAN et la FIAS demeuraient conscientes de l'importance d'un lien explicite entre gouvernance, sécurité et développement. Si ces trois piliers n'étaient pas renforcés de manière durable, les gains obtenus dans tout autre domaine ne pourraient probablement pas être maintenus. La poursuite des efforts visant à lutter contre la corruption et un engagement plus soutenu de la part du personnel civil étaient indispensables pour avancer sur ces questions;

b) La Conférence de Kaboul a marqué une étape importante vers l'« afghanisation » complète du pays. À la Conférence, lors de laquelle a été lancé le « processus de Kaboul », le Cadre conjoint pour l'« Inteqal » (transition) a été approuvé avec l'affirmation d'une approche conditionnelle. Le Gouvernement afghan et l'OTAN/FIAS examineront conjointement la question de savoir quelles provinces et capacités répondent aux conditions nécessaires pour lancer l'« Inteqal ». En tant que tel, le processus n'impliquait pas un redéploiement des forces hors de l'Afghanistan mais permettrait aux forces internationales de s'orienter vers un rôle de soutien. L'appui de la communauté internationale dans les efforts de gouvernance et de développement sera indispensable pour assurer le succès de la transition;

c) L'effectif des Forces de sécurité nationales afghanes a augmenté mais sa qualité laissait encore à désirer. Il était essentiel que la communauté internationale continue de fournir des formateurs et du personnel d'encadrement afin de renforcer leur capacité en vue de transférer progressivement aux Afghans les responsabilités en matière de sécurité;

d) Bien que la FIAS ait augmenté ses effectifs et intensifié ses opérations, on a noté une réduction importante du nombre de victimes civiles, en raison de la stricte application de la directive tactique du commandant de la force. Par contre, le nombre de victimes civiles causées par les rebelles a fortement augmenté.

#### **Situation en matière de sécurité**

4. La rébellion en Afghanistan demeurait une force décentralisée et robuste qui adaptait continuellement ses tactiques et ses techniques afin de contrer la présence accrue de la FIAS et le renforcement des Forces de sécurité nationales, et de faire obstacle aux projets de développement et à l'organisation des prochaines élections législatives. Les rebelles évitaient généralement les affrontements directs avec des unités importantes de la FIAS et des Forces de sécurité nationales. Le nombre d'incidents continuait d'augmenter et les attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés, ainsi que les attaques coordonnées, demeuraient le mode d'opérations préféré des rebelles. Ces derniers continuaient d'intimider la population locale, exploitant les incidents par le biais de leur propagande et donnant l'impression que leur mouvement s'étendait tandis que la situation se détériorait sur le plan de la sécurité. Les progrès réalisés par la FIAS dans l'ensemble du pays étaient relativement constants. Il faudrait du temps avant que les opérations effectives « tenir » et « construire », combinées avec une gouvernance soutenue, n'aboutissent à une stabilité durable. Dans certains secteurs, la population locale attendait impatiemment de voir si le Gouvernement pouvait répondre à ses attentes. Dans d'autres, les progrès avaient suscité une résistance active de la population face aux rebelles.

5. Au niveau régional, la situation en matière de sécurité était la suivante :

a) *Commandement régional de la capitale.* Les Forces de sécurité nationales continuaient de dominer à Kaboul et dans la province et on a noté une réduction de l'activité des rebelles pendant le trimestre considéré. Une seule attaque contre une cible inopinée a fait des victimes parmi les membres de la FIAS à Kaboul. Les préparatifs de la Jirga consultative nationale de paix et la Conférence de Kaboul ont permis aux Forces de sécurité nationales et à la FIAS de contrecarrer les plans des Taliban et du réseau Haqqani, et de réduire en conséquence leur capacité dans le commandement régional. De ce fait, contrairement aux inquiétudes dominantes, la Conférence de Kaboul s'est déroulée dans des conditions de sécurité relativement satisfaisantes, les activités perturbatrices des rebelles ayant eu un impact minimal, ce qui devrait être considéré comme un succès de la part des Forces de sécurité nationales et de la FIAS;

b) *Commandement régional nord.* Les provinces de Kunduz et Baghlan demeuraient les secteurs les plus touchés dans la région. Des contingents internationaux supplémentaires ayant été déployés et le rythme opérationnel s'étant accéléré dans le commandement régional Nord, les rebelles se sont dispersés vers d'autres zones à travers la région. Ils semblaient maintenant consacrer une partie de

leurs moyens à lancer des attaques violentes contre des civils et plutôt qu'à attaquer les forces de sécurité;

c) *Commandement régional ouest.* Les principales zones contestées étaient Badghis et Farah où, pour que la situation s'améliore sur le plan de la sécurité, il fallait améliorer la gouvernance et renforcer la présence des forces de sécurité;

d) *Commandement régional sud et commandement régional sud-ouest* (en juin 2010, l'ancien commandement régional Sud a été divisé en commandements régionaux sud et sud-ouest). Le sud de l'Afghanistan demeurait le principal centre d'opérations des Taliban. Les rebelles ont poursuivi leurs activités malgré de lourdes pertes. Dans certaines zones, les graves menaces continuaient d'entraver l'exécution des projets de reconstruction et de développement;

e) *Commandement régional est.* L'est de l'Afghanistan restait le deuxième centre d'opérations des rebelles. Les menaces restaient élevées dans les provinces de Kunar, Khost et Nangarhar et le demeureraient tant que les rebelles continueraient d'utiliser la région située à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan comme zone sanctuaire.

6. Les attaques aux engins explosifs improvisés demeuraient la cause première des pertes subies par la FIAS, les Forces de sécurité nationales et les civils afghans. Il y a eu en tout 1 551 détonations pendant la période à l'examen et 1 591 engins ont été découverts et neutralisés, soit 51 % du total des rapports d'engins explosifs<sup>1</sup>.

### **Forces de sécurité nationales afghanes**

7. D'après l'enquête d'évaluation qualitative sur les perceptions et mentalités des Afghans, publiée à la fin de la période à l'examen, la confiance de la population dans les capacités des Forces de sécurité nationales demeurait élevée (environ 80 %). Toutefois, afin de maintenir ce niveau de perception, les Ministres de la défense et de l'intérieur et la Mission OTAN de formation-Afghanistan (NTM-A) ont collaboré afin d'améliorer l'encadrement, la stratégie en matière de communications des Forces nationales et d'accroître la transparence.

8. Le général Bismillah Khan Mohammadi (ancien chef d'état-major général) a prêté serment en tant que nouveau Ministre de l'intérieur devant le Président Karzaï le 30 juin 2010. Le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la défense ont continué à recevoir une assistance de la NTM-A en ce qui concerne l'encadrement. Comme le Ministère de la défense, le Ministère de l'intérieur a proposé un projet de loi portant statut du corps des officiers et sous-officiers, afin de professionnaliser la structure des carrières dans la police.

9. La mise en place de forces de sécurité nationales compétentes, professionnelles et autonomes demeurait la première priorité de la mission de la FIAS.

### **Armée nationale afghane**

10. Bien qu'elle ait toujours besoin du soutien de la FIAS en ce qui concerne les combats et l'entraînement, l'Armée nationale afghane avait déjà dépassé, à la fin de

<sup>1</sup> Un rapport d'engin explosif improvisé, aux fins du présent rapport, est défini comme étant une détonation, une découverte, un signalement par des nationaux locaux ou une détonation préliminaire.

juillet 2010, l'objectif fixé pour octobre 2010 (134 000 hommes). L'amélioration des méthodes de recrutement et l'augmentation des soldes ont joué un rôle clef dans ce succès, et il était indispensable de maintenir un taux de rétention élevé pour son développement et sa professionnalisation. L'adoption du projet de loi portant statut du corps des officiers et sous-officiers en janvier 2010 par le Parlement afghan représentait également une mesure positive car ce texte contenait une disposition relative au versement d'une pension aux officiers et aux soldats. Une fois appliquée, cette mesure offrirait de meilleures perspectives de carrière aux membres de l'Armée nationale.

11. Les activités de mentorat et de partenariat concernant les unités de l'Armée nationale déployées sur le terrain se sont développées au cours du trimestre considéré. À la fin de juin 2010, environ 95 % des unités déployées opéraient en partenariat avec les membres de la FIAS, lesquels assuraient l'encadrement. Compte tenu des objectifs fixés pour octobre 2011 touchant l'augmentation des effectifs de l'Armée nationale (171 600 hommes), la NTM-A accélère l'intégration des recrues nouvellement formées, concentrait ses efforts sur la formation des futurs cadres militaires (officiers et sous-officiers) et concevait des stages visant à réduire les taux d'analphabétisme au sein de l'armée.

#### **Armée de l'air afghane**

12. Le Corps aérien de l'Armée nationale a changé de nom et est devenu l'Armée de l'air afghane pendant la période à l'examen. Son effectif total continuait d'augmenter, dépassant les 3 500 hommes mais il n'avait pas encore atteint l'objectif fixé. Parmi les principaux obstacles rencontrés concernant le niveau d'effectifs, on mentionnera l'apprentissage de l'anglais et la difficulté d'attirer des recrues suffisamment alphabétisées. Néanmoins, l'Armée de l'air contribuait à la mobilité lors de combats, à l'évacuation des victimes et à la fourniture d'une assistance à la population civile en cas d'inondation ou dans le cadre d'autres catastrophes naturelles. De plus, les capacités de la flotte de transport C-27 ont continué de se renforcer, offrant une capacité supplémentaire importante au système de transport aérien tactique.

#### **Police nationale afghane**

13. La population a acquis une perception légèrement plus positive de la Police nationale au cours du trimestre considéré. Cette dernière s'appuyait sur la NTM-A et la FIAS mais son développement et sa professionnalisation n'avaient pas progressé au même rythme que ceux de l'Armée nationale. La police recevait une assistance hiérarchisée de la Mission OTAN de formation et de la FIAS.

14. Au cours du trimestre considéré, l'effectif de la Police nationale a dépassé les objectifs fixés et on compte qu'il dépassera l'objectif de 109 000 hommes d'ici au 31 octobre 2010. Toutefois, le taux d'attrition demeurait élevé, en particulier pour ce qui concerne la Police nationale chargée du maintien de l'ordre public. Il était prévu d'étendre la base d'entraînement au cours des 18 prochains mois, afin d'atteindre l'objectif d'accroissement de l'effectif fixé à 134 000 hommes pour octobre 2011. Comme l'Armée nationale, la Police nationale devait professionnaliser ses effectifs, en ce qui concerne notamment le renforcement des capacités d'encadrement. Un programme pilote d'alphabétisation intensive avait été lancé afin de lutter contre l'analphabétisme, qui permettrait aux soldats d'acquérir les rudiments de la lecture,

de l'écriture et du calcul et d'améliorer aussi leurs compétences pour parler, lire et écrire en dari ou en pachtou. Le soutien continu de la communauté internationale au programme pilote aiderait aussi la Police nationale à attirer et conserver du personnel qualifié.

15. Sur le terrain, la Police nationale dépendait de la FIAS en matière de partenariat et de mentorat. À l'heure actuelle, plus de 83 % des unités de la police afghane dans les principaux districts travailleraient en collaboration avec la Force. Toutefois, le taux national global était plus faible, affectant la capacité des unités d'améliorer leur professionnalisme.

### **Victimes civiles**

16. La FIAS faisait tout son possible pour réduire l'impact du conflit sur les civils. Le commandant de la Force avait publié une directive tactique révisée en août 2010, afin de réaffirmer clairement la nécessité de protéger la population et de réduire le nombre de victimes civiles. Toutefois, lorsque des combats entraînaient des victimes civiles ou causaient des dommages à des biens civils, l'OTAN/FIAS considérait qu'il était de la plus haute importance d'atténuer les souffrances des civils. Pour cette raison, en juin 2010, l'OTAN/FIAS a émis une série de directives non contraignantes concernant les victimes civiles tuées lors de combats. Les décisions relatives au versement d'indemnités lorsque des civils étaient tués ou des biens endommagés à la suite de combats, demeuraient une question laissée à la discrétion des autorités nationales. Les directives non contraignantes n'avaient pas pour objet de modifier la position et les obligations juridiques des différentes forces nationales de la FIAS en Afghanistan et les versements ne constituaient pas la reconnaissance d'une responsabilité juridique ou d'une faute quelconque.

17. La FIAS demeurait résolue à réduire le nombre de victimes civiles et ses instructions permanentes concernant l'escalade de l'emploi de la force ont été révisées en avril 2010. Cet effort continu a permis de réduire de près de 60 % le nombre confirmé de victimes civiles causées par la FIAS par rapport au trimestre précédent.

18. Dans la grande majorité des cas, c'était les activités des rebelles qui continuaient à faire des victimes parmi les civils. Il a été confirmé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dans son rapport semestriel de 2010 sur la protection des civils dans les conflits armés, que plus de 70 % des décès de civils et plus de 75 % des cas de civils blessés étaient directement imputables aux activités des rebelles. Ces pourcentages étaient sans doute encore plus élevés car la partie responsable n'était pas identifiée dans environ 16 % des cas.

### **Gouvernance**

19. Outre le fait qu'elle a marqué une nouvelle étape dans le partenariat entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale vers l'appropriation du processus par les Afghans, la Conférence de Kaboul a réaffirmé le lien explicite entre développement, gouvernance et sécurité, déjà souligné à la Conférence de Londres, en janvier 2010. L'OTAN et la FIAS ont à maintes reprises affirmé que, pour que la mission en Afghanistan soit couronnée de succès, il fallait soutenir les autorités nationales dans leur action, ce qui exigerait une assistance continue de la part de la communauté internationale par le biais d'un effort civil doté de ressources plus importantes. Le Groupe chargé de la gouvernance concernant la Stratégie de

développement nationale afghane, approuvé à la Conférence de Kaboul, constituait une mesure positive dans ce contexte, compte tenu du rôle important joué par la gouvernance dans l'obtention de résultats durables à travers l'Afghanistan. La corruption demeurait un grave problème c'est pourquoi toutes les entités gouvernementales devraient s'attaquer à ce fléau.

20. La Conférence de Kaboul a entériné le document sur l'« Inteqal », coordonné par le Gouvernement afghan et l'OTAN/FIAS, qui prévoit une approche conditionnelle de l'appropriation par les Afghans de toutes les responsabilités en matière de sécurité à l'échelle nationale. Il était indispensable que les équipes de reconstruction provinciales évoluent vers des structures à caractère plus civil, comme il est prévu dans le Cadre conjoint pour l'« Inteqal », afin de soutenir le processus d'« afghanisation » de manière appropriée.

21. Les services consultatifs fournis par la FIAS en matière de sécurité à l'appui des préparatifs des élections législatives ont délibérément été moins visibles, démontrant un processus transparent et légitime sous la conduite des Afghans. Toutefois, pendant toute la période à l'examen, la Force a continué de soutenir les efforts de préparation des élections afghanes en offrant des services en matière de renseignement et de capacité de « surveillance ».

---